

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

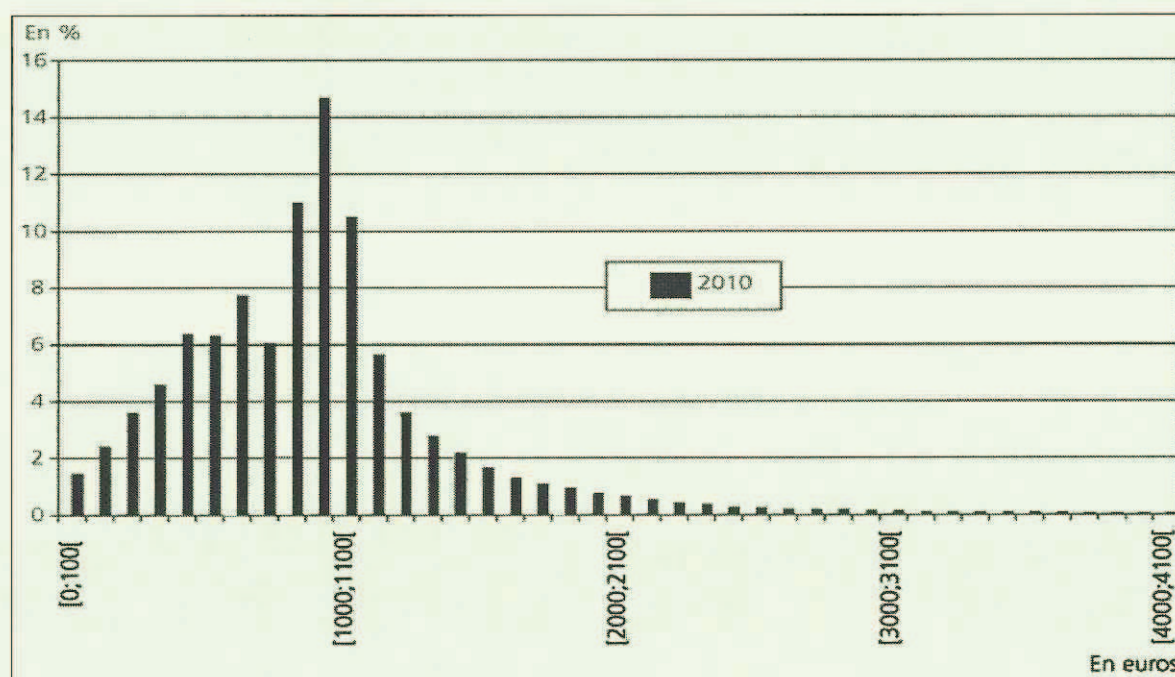
- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Sujet : Le chômage remet-il nécessairement en cause l'intégration sociale ?

DOCUMENT 1 :

Distribution des montants mensuels bruts perçus à l'Allocation d'Aide au Retour à l'Emploi¹ (ARE) en septembre 2010



Lecture : 10,5 % des allocataires de l'ARE au 30 septembre 2010 ont perçu entre 1 000 et 1 100 euros.

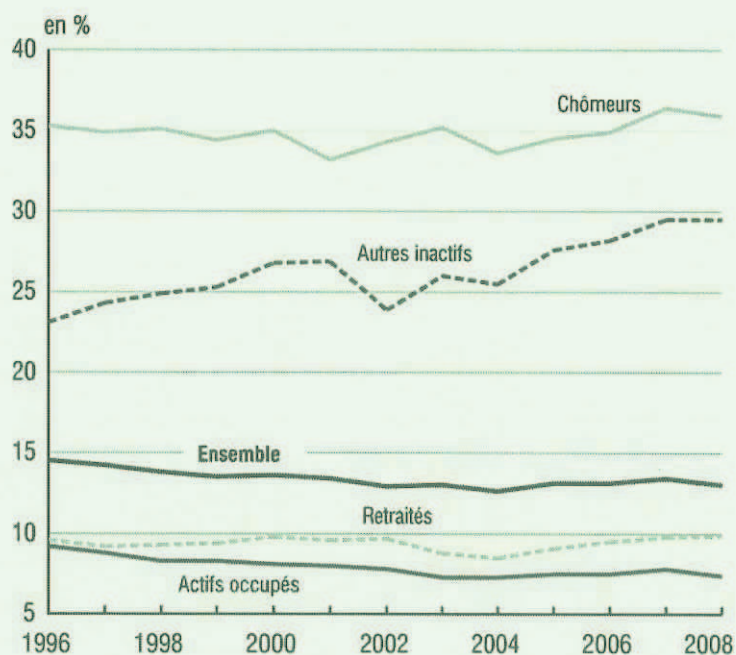
Champ : demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B, C, D, E et dispensés de recherche d'emploi, indemnisables par l'ARE tout au long du mois de septembre et indemnisés par l'ARE au moins un jour dans le mois ; France entière.

Source : Pôle-emploi et Unédic, calcul Dares. « L'indemnisation par le régime d'assurance chômage en 2010 », *Dares Analyses*, n°019, mars 2012

¹ Note : L'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) est un revenu de remplacement versé par Pôle Emploi, sous certaines conditions, aux personnes inscrites comme demandeurs d'emploi et involontairement privées d'emploi.

DOCUMENT 2 :

Taux de pauvreté¹ suivant la situation sur le marché du travail



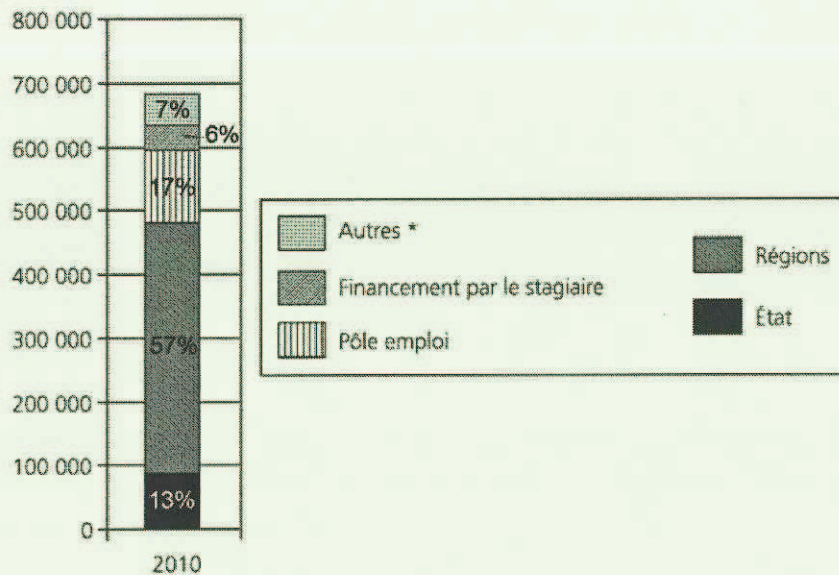
Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Source : INSEE ; DGFIP ; CNAF ; CNAV ; CCMSA ; Enquêtes revenus fiscaux et sociaux 2005 à 2008, <http://www.insee.fr/fr/publications-et-services>, *Inégalités de niveau de vie et pauvreté de 1996 à 2008*, LOMBARDO Philippe, MISSEGUE Nathalie, SEGUIN Éric, TOMASINI Magda.

¹Note : Le taux de pauvreté monétaire est habituellement défini comme la proportion de personnes ayant un niveau de vie inférieur à un certain montant, appelé seuil de pauvreté et défini ici à 60% du niveau de vie médian.

DOCUMENT 3 :

Nombre de formations suivies par les demandeurs d'emploi, par financeur du stage.



Lecture : l'État a financé 13 % des stages en 2010.

Champ : personnes sans emploi ayant débuté un stage au cours de l'année.

Source : « La formation professionnelle des demandeurs d'emploi en 2010 », *Dares Analyses*, n°024, mars 2012.

* Les financements « autres » sont essentiellement des financements d'organismes ou d'institutions autres que le ministère chargé de l'emploi et de collectivités territoriales autres que les régions.

DOCUMENT 4 :

« J'ai fait de la vente sur les marchés. J'avais toujours des contacts, du contact avec les gens, c'était ouvert quoi, ça n'est pas quelque chose où l'on est seul, parce que déjà j'en souffre en étant au chômage d'être toujours seule toute la journée, alors j'aimerais trouver un travail où j'aie des contacts avec des personnes (...). Une fois que j'aurais du travail eh bien je vous assure que même si je suis fatiguée le soir, en rentrant du travail, ou n'importe quoi, eh bien je saurais l'apprécier de travailler...(...) Je suis seule, alors je n'ai pas d'amies, ça fait 7 mois que j'habite ici mais je connais pas la voisine, je ne connais absolument personne, eh bien c'est dur hein, alors aussi bien au point de vue financier que moral eh bien c'est dur d'être au chômage hein (...) Alors quand on est tous ensemble, chacun parle de son travail et tout... et puis moi bien bon ... je me sens... je me sens en dehors de la société mais alors ça carrément ! Voyez je suis là bon, je fais la cuisine pour quand mon mari arrive, il se met à table et tout, on va se coucher le soir, alors là non hein vraiment, le chômage c'est quelque chose de mortel, hein mortel (...). Alors les gens vous demandent : qu'est-ce que vous faites ? enfin quand on voit des gens... : qu'est-ce que vous faites ? bon ben moi je suis au chômage, bon ... alors les gens vous regardent, ils ne savent pas si vous êtes au chômage parce que ... bon ben celle-là, elle est fainéante, on dit qu'elle est au chômage, mais elle ne cherche pas. »

F., 19 ans, mariée sans enfants, aide-soignante, B.E.P.C.

L'épreuve du chômage, SCHNAPPER Dominique, 1994.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties.

1 - Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.

2 - Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement de l'information.

3 - Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;*
- en exploitant les documents du dossier ;*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

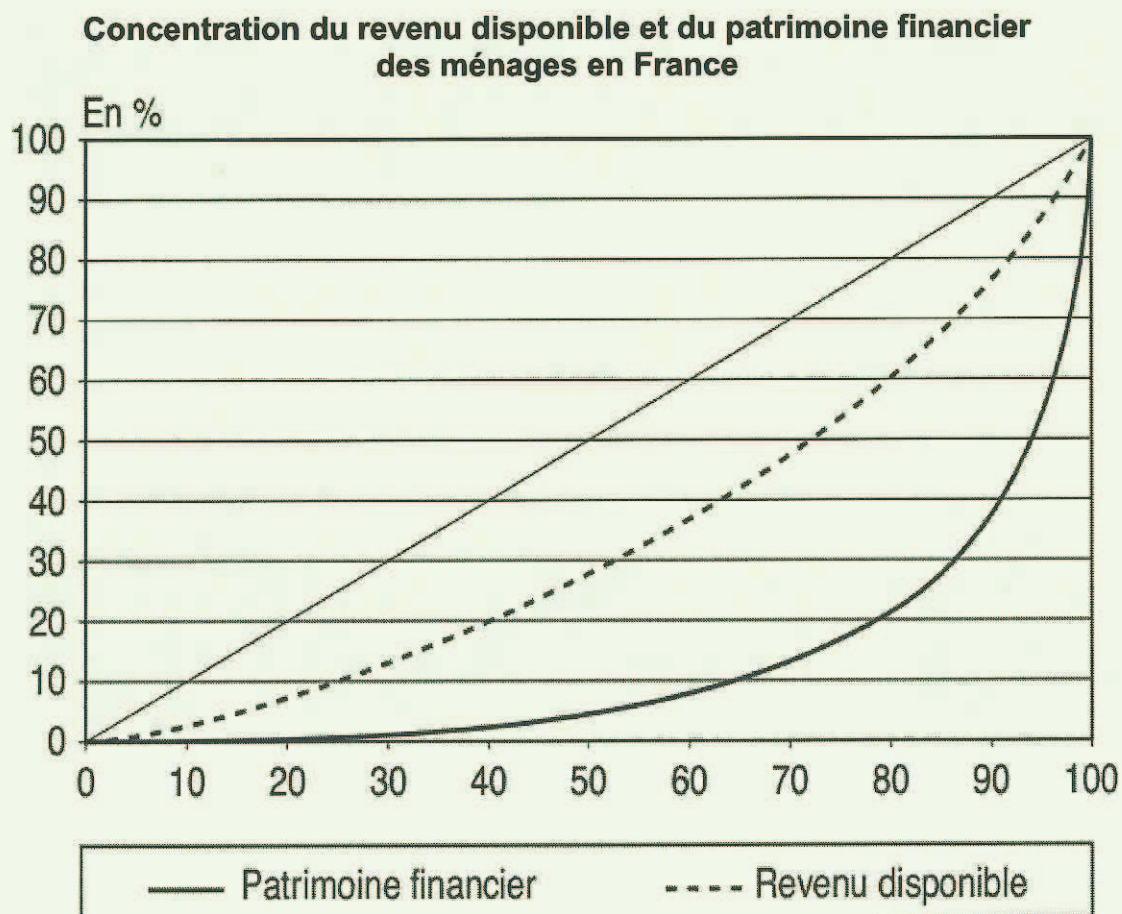
Première partie : Mobilisation des connaissances (6 points)

1. Montrez par deux arguments que les conflits sociaux peuvent être considérés comme un facteur de cohésion sociale.

2. Comment la taxation permet-elle d'agir sur la préservation de l'environnement ?

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis vous caractériserez les inégalités qu'il met en évidence.



Champ : ménages dont la personne de référence n'est pas étudiante et dont le revenu déclaré est positif ou nul.

Les données sont des pourcentages cumulés. L'axe des abscisses correspond aux ménages et l'axe des ordonnées aux parts de revenu ou de patrimoine.

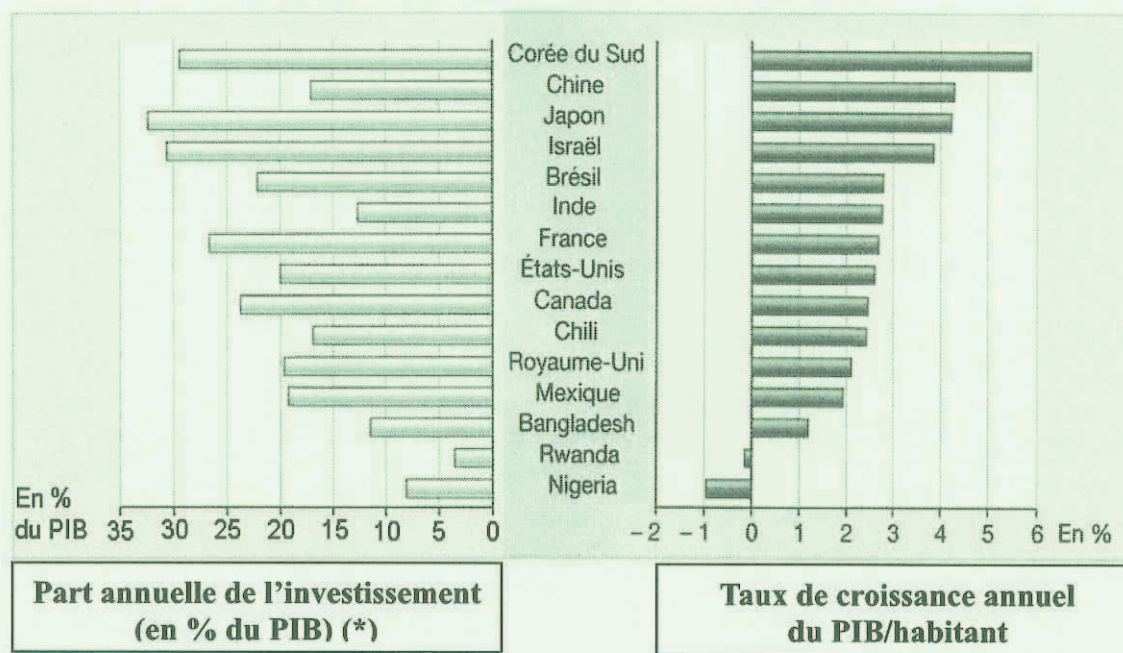
Sources : « La prise en compte des revenus du patrimoine dans la mesure des inégalités », BACLET Alexandre et RAYNAUD Emilie, *Economie et statistique*, 2008.

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)

A l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire vous montrerez comment l'augmentation du capital physique contribue à la croissance.

DOCUMENT 1 :

Croissance et investissement (1961-2005)



Source : *Principes d'économie*, MANKIW Gregory, TAYLOR Mark P., 2010.

(*) mesurée par le ratio $(FBCF/PIB) \times 100$

DOCUMENT 2 :

Taux de croissance annuels moyens (en %, 1985-2009) (*)
et contribution des facteurs à cette croissance

	PIB	Facteur capital	Facteur travail	Productivité globale des facteurs (**)
Allemagne	1,1	0,5	-0,3	0,9
Corée du sud	6,1	1,7	0,6	3,8
Espagne	2,9	1,2	1,3	0,4
Etats-Unis	2,6	0,9	0,7	1,0
Finlande	2,1	0,5	-0,2	1,8
France	1,9	0,7	0,0	1,1
Japon	2,0	0,9	-0,4	1,5

Source : OCDE, 2010.

(*) Les totaux des données des colonnes 3, 4 et 5 peuvent ne pas être égaux aux données de la colonne 2 en raison des arrondis.

(**) L'OCDE la qualifie également de « Productivité multifactorielle ».